

## **DECLARATION PUBLIQUE D'INTERETS (DPI)**

**Arrêté du 5 juillet 2012 portant fixation du document type de la déclaration publique d'intérêts mentionnée à l'article L. 1451-1 du code de la santé publique**

**Je soussigné(e) PHILIPPE PIRARD**

**Reconnais avoir pris connaissance de l'obligation de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par personne interposée avec les entreprises, établissements ou organismes dont les activités, les techniques et les produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme au sein duquel j'exerce mes fonctions ou de l'instance collégiale, de la commission, du conseil, du groupe de travail, dont je suis membre ou invité à apporter mon expertise, ainsi qu'avec les sociétés ou organismes de conseil intervenant dans les mêmes secteurs.**

**Je renseigne cette déclaration en qualité :**

**D'agent de Santé publique France**

**De membre ou conseil d'une instance collégiale, d'une commission, d'un comité ou d'un groupe de travail (veuillez préciser) au sein de Santé publique France**

**De personne invitée à apporter mon expertise à Santé publique France**

**Autre (préciser)**

**Je m'engage à actualiser ma DPI dès qu'une modification intervient concernant ces liens ou que de nouveaux liens sont noués, et au minimum annuellement même sans modification.**

Il vous appartient, à réception de l'ordre de jour d'une réunion, de vérifier si les liens d'intérêts que vous avez déclarés ou qui pourraient apparaître de manière ponctuelle sont compatibles avec votre présence lors de tout ou partie de cette réunion et d'en avertir l'interlocuteur désigné au sein de l'institution, et le cas échéant le président de séance, si possible, avant sa tenue. En cas de conflits d'intérêts, votre présence est en effet susceptible d'entacher d'irrégularité les décisions prises ou les recommandations, références ou avis émis et d'entraîner l'annulation de la décision prise ou de celle qu'aura pu prendre l'administration au vu de cette délibération.

---

Conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : [dpi-support@santepubliquefrance.fr](mailto:dpi-support@santepubliquefrance.fr).

Le présent formulaire sera publié sur le site de l'institution ou des institutions mentionnées dans la déclaration et/ou sur le site du ministère chargé de la santé.

# 1. Votre activité principale

## 1.1 Votre activité principale exercée actuellement

Activité libérale

Autre (activité bénévole, retraité, ...)

Activité salariée

Employeur principal	Adresse de l'employeur	Fonction occupée dans l'organisme	Début	Fin
InVS	12 rue du Val d'Osne - 94415 Saint-Maurice	Coordonnateur de programme	09/1999	

## **1.2 Vos activités exercées à titre principal au cours des 5 dernières années**

*A ne remplir que si différentes de celles remplies dans la rubrique 1.1*

**Activité libérale**

**Autre (activité bénévole, retraité, ...)**

**Activité salariée**

## **2. Vos activités exercées à titre secondaire**

### **2.1 Vous participez ou vous avez participé à une instance décisionnelle d'un organisme public ou privé dont l'activité, les techniques ou produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France**

*Sont notamment concernés les établissements de santé, les entreprises et les organismes de conseil, les organismes professionnels (sociétés savantes, réseaux de santé, CNPS), les associations de patients.*

**Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique**

## **2.2 Vous exercez ou vous avez exercé une activité de consultant, de conseil ou d'expertise auprès d'un organisme entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France**

*Il peut s'agir notamment d'une activité de conseil ou de représentation, de la participation à un groupe de travail, d'une activité d'audit, de la rédaction d'articles ou de rapports d'expertise.*

### **Actuellement ou au cours des 5 années précédentes**

<b>Organisme (société, établissement, association)</b>	<b>Fonction occupée dans l'organisme</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Montant perçu</b>	<b>Début</b>	<b>Fin</b>
ANSES	membre CES agents physiques	Au déclarant	1 000 €	07/2008	04/2011
CEE	expertise scientifique épidémiologie post-accidentelle	Aucune		12/2015	06/2017
ANSES	membre du groupe de travail nanomatériaux	Aucune		09/2011	09/2014
CODIRPA	membre du groupe de travail Codirpa	Aucune		09/2006	

### **2.3 Vous participez ou vous avez participé à des travaux scientifiques et études pour des organismes publics et/ou privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France.**

*Doivent être mentionnées les participations à des travaux scientifiques, notamment la réalisation d'essais ou d'études cliniques ou pré-cliniques, d'études épidémiologiques, d'études médico-économiques, d'études observationnelles sur les pratiques et prescriptions, etc.*

**Actuellement ou au cours des 5 années précédentes**

<b>Organisme (société, établissement, association)</b>	<b>Domaine et Type de travaux</b>	<b>Nom du produit de santé ou du sujet traité</b>	<b>Essais ou études cliniques ou précliniques</b>	<b>Type d'étude</b>	<b>Votre rôle</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Montant perçu</b>	<b>Début</b>	<b>Fin</b>
OMS	Environnement et santé - membre d'un groupe de travail pour la construction d'un système de surveillance européen des problèmes de santé publique environnementale	radon, Uv : rédaction de fiches sur les indicateurs radon et UV	Non		Autre (préciser) : rédacteur de fiches UV et radon	Au déclarant	1 500 €	06/2003	12/2008

**2.4 Vous avez rédigé un article, intervenez ou êtes intervenu dans des congrès, conférences, colloques, réunions publiques diverses ou formations organisés ou soutenus financièrement par des entreprises ou organismes privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France**

Actuellement ou au cours des 5 années précédentes

Entreprise ou organisme invitant (société, association)	Lieu et intitulé de la réunion	Sujet de l'intervention / Nom du produit visé	Prise en charge des frais de déplacement	Rémunération	Montant perçu	Début	Fin
IFORE	Puteaux - formation gestion risques env et sanitaires en situation post accidentelle	Gestion risques san d'un accident industriel non radiologique et action SpFrance	Non	Aucune		05/2016	05/2016
ISTSS	Dallas - meeting	ESPA13 nov first results	Non	Aucune		11/2016	11/2016
HCFDC	Paris - formation sur gestion des risques	veille et surveillance sanitaire	Non	Aucune		09/2016	09/2016
ISES	Utrecht - rapid human biomonitoring post disaster	CAse of a fire in an electric transformer	Non	Aucune		10/2016	10/2016
CEE	Barcelona - SHAMISEN workshop	Workshop	Oui	Aucune		12/2015	12/2015
Journal of public health management and practice	-	An International Comparison of the Investigation and design of health registers in the epidemiological response to major environmental health incident	Non	Aucune		01/2017	01/2017
CEE	Oslo - SHAMISEN	Workshop	Oui	Aucune		12/2016	12/2016
programme 13-11	Caen - séminaire de recherche	ESPA13 nov premiers résultats	Oui	Aucune		02/2017	02/2017
Congres Français Psychiatrie	Montpellier - psychotrauma et attentats	présentation premiers résultats IMPACTS et ESPA13 nov	Oui	Aucune		11/2016	11/2016
HCFDC	Paris - Module 10 : Menaces et risques industriels, NRBC et grands risques sanitaires	Surveillance Veille sanitaire/alerte Appuis aux situations de crise sanitaire.	Non	Aucune		09/2015	09/2015
INSPQ	Québec - Adaptation aux changements climatiques et santé publique : pouvons-nous mieux faire ?	intégrer l'épidémiologie comme outil e préparation de l'adaptation aux événements extrêmes	Oui	Aucune		10/2013	10/2013
la Jaune et la Rouge	-	Limiter les impacts sanitaires du changement climatique ; l'exemple des événements météorologiques extrêmes		Aucune		10/2012	10/2012
Pre-hospital and disaster medicine	-	Epidemiological surveillance linked to an outreach psychological support program after the Xynthia storm in Charente-Maritime, France, 2010	Non	Aucune		10/2012	

EDA	Lille - la préparation au post-accident nucléaire	réponse aux enjeux sanitaires après un accident nucléaire	Non	Aucune		12/2009	12/2009
EAPCCT	Londres - congrès de l'association européenne de toxicologie	post-disaster epidemiology	Oui	A un organisme dont vous êtes membre ou salarié (préciser) : InVS	400 €	05/2012	
X2012	Edimburg - congress on exposure assessment	guidelines for post-chemical disaster management in France	Non	Aucune		07/2012	07/2012
ISEE	Barcelone - congrès de l'ISEE	Comparison of 3 european countries (United Kingdom, the Netherlands and France) in terms of epidemiological response and preparedness for a disaster		Aucune		09/2011	
British Journal of Radiology	-	Main clinical, therapeutic and technical factors related to patient's maximum skin dose in interventional cardiology procedures.		Aucune		03/2011	03/2011
British Journal of Radiology	-	POPULATION EXPOSURE TO IONISING RADIATION FROM MEDICAL EXAMINATIONS IN FRANCE"		Aucune		03/2008	03/2008
le Quotidien du médecin	-	exposition domestique au radon; quel impact sur le risque de cancer?	Non	Aucune		01/2010	01/2010
Baromètre Santé Environnement	-	Radon		Aucune		07/2008	07/2008
ACRO	CAEN - concertation sur les travaux du CODIRPA	réponse aux enjeux sanitaires après un accident radiologique	Non	Aucune		05/2009	05/2009
ADEBIOTECH	Romainville - Evaluation des expositions de l'homme via son environnement	L'analyse des risques sanitaires de l'absolue nécessité de l'implication des acteurs locaux dans un processus qui doit être utile à la gestion.		Aucune		11/2011	11/2011
INSPQ	Montréal - Enjeux de santé publique	la réponse épidémiologique dans la gestion des catastrophes d'origine climatique	Oui	Aucune		11/2011	11/2011
SFRP	Paris - gestion d'un accident nucléaire	préparation de la réponse épidémiologique après un accident nucléaire	Non	Aucune		06/2010	06/2010
ASN	Paris - réponse à un accident nucléaire	réponse épidémiologique à un accident nucléaire	Oui	Aucune		05/2011	05/2011



SFRP	paris - Fukushima	suivi sanitaire et épidémiologique des populations civiles	Non	Aucune		02/2012	02/2012
John Libey Eurotext	- Epidémiologie de terrain	Surveillance épidémiologique des catastrophes et des grands rassemblements		Aucune		10/2012	
Assises du risque	Douai - Assies du risque	préparation épidémiologique de la réponse à un accident technologique	Non	Aucune		10/2008	
Environmental Health Perspectives	-	Workgroup report: developing environmental health indicators for European children: World Health Organization Working Group		Aucune		09/2007	09/2007
Haut Comité Français pour la Défense Civile	Paris - Session résilience et sécurité sociétales – Pilotage et Gestion de Crise	Surveillance Veille sanitaire/alerte Appuis aux situations de crise sanitaire.	Non	Aucune		12/2014	12/2014
EHESP	Rennes - Formation à la Gestion des Impacts Environnementaux et Sanitaires en Situation Post-Accidentelle	Gestion des risques sanitaires d'un accident industriel non radiologique et action de l'InVS/Cire.	Oui	Aucune		09/2015	09/2015
SEGDN	-	Contribution au Plan national de réponse "Accident nucléaire ou radiologique majeur	Non	Aucune		02/2014	02/2014
Haut Conseil de santé publique-Problèmes et politiques	-	impact du changement climatique	Non	Aucune		03/2015	03/2015
J Water Health	-	No increase in drug dispensing for acute gastroenteritis after the Klaus Storm, France 2009	Non	Aucune		09/2015	09/2015
Lettre de l'INHESJ	-	L'expertise épidémiologique dans le cas d'un événement majeur à impact environnemental		Aucune		08/2014	08/2014
ARS Rhône-Alpes	Lyon - Journées Zonales des CUMP	Impact de santé mentale des catastrophes et préparation épidémiologique à la réponse de l'InVS	Oui	Aucune		04/2014	04/2014
ASN - CODIRPA	-	Eléments de doctrine pour la gestion post-accidentelle d'un accident nucléaire.	Non	Aucune		11/2012	11/2012
Direction de la Sécurité Civile	-	Guide d'élaboration d'un Plan Particulier d'Intervention – établissements Seveso seuil haut	Non	Aucune		03/2010	03/2010
Global Climate Change and Human Health from science to practice	-	Improving the Surveillance of Climate Sensitive Diseases		Aucune		10/2015	10/2015

SFSP	Bordeaux - Congrès Adelf-SFSP,	Augmentation des délivrances de psychotropes après la tempête Xynthia	Non	Aucune		10/2013	10/2013
ARS Midi-Pyrénées	Toulouse - Journées régionales de veille sanitaire	Quelle épidémiologie face aux événements exceptionnels ?	Oui	Aucune		06/2014	06/2014
IIFORE	Puteaux - Formation à la Gestion des Impacts Environnementaux et Sanitaires en Situation Post-Accidentelle	Gestion des risques sanitaires d'un accident industriel non radiologique et action de l'InVS/Cire	Non	Aucune		10/2014	10/2014
MEDDE	-	Guide de gestion de l'impact environnemental et sanitaire en situation post-accidentelle	Non	Aucune		03/2012	03/2012
LIREC	-	L'expertise épidémiologique dans le cas d'un événement majeur à impact environnemental	Non	Aucune		08/2013	08/2013
ARS Centre	Orléans - - journée de sensibilisation à la place des dispositifs de surveillance épidémiologique pour évaluer l'impact sanitaire d'un accident nucléaire	Recommandations pour l'enregistrement des exposés après un accident nucléaire	Non	Aucune		06/2014	06/2014
IIFORE	Puteaux - Formation à la Gestion des Impacts Environnementaux et Sanitaires en Situation Post-Accidentelle	Gestion des risques sanitaires d'un accident industriel non radiologique et action de l'InVS/Cire	Non	Aucune		11/2015	11/2015
SIG	Versailles - SIG 2014	Apport du SIG à la préparation de la réponse épidémiologique aux accidents industriels et catastrophes	Non	Aucune		10/2014	10/2014
SFSE	Paris - Changement climatique et santé : Quels risques ? Quels remèdes ? » !	Impacts sanitaires des événements extrêmes : le rôle de la surveillance et de la recherche épidémiologique	Non	Aucune		11/2015	11/2015

**2.5 Vous êtes inventeur et/ou détenteur d'un brevet ou d'un produit, procédé ou toute autre forme de propriété intellectuelle non brevetée en relation avec le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France**

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

### **3. Activités que vous dirigez ou avez dirigées et qui ont bénéficié d'un financement par un organisme à but lucratif dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France**

*Le type de versement peut prendre la forme de subventions ou contrats pour études ou recherches, bourses ou parrainage, versements en nature ou numéraires, matériels, taxes d'apprentissage.*

*Sont notamment concernés les présidents, trésoriers et membres des bureaux et conseils d'administration.*

**Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique**

#### **4. Participations financières dans le capital d'une société dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France**

*Tout intérêt financier : valeurs mobilières cotées ou non, qu'il s'agisse d'actions, d'obligations ou d'autres avoirs financiers en fonds propres ; doivent être déclarés les intérêts dans une entreprise ou un secteur concerné, une de ses filiales ou une société dont elle détient une partie du capital dans la limite de votre connaissance immédiate et attendue. Il est demandé d'indiquer le nom de l'établissement, entreprise ou organisme, le type et la qualité des valeurs ou pourcentage du capital détenu.*

*(Les fonds d'investissement en produits collectifs de type SICAV ou FCP - dont la personne ne contrôle ni la gestion, ni la composition - sont exclus de la déclaration).*

**Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique**

## **5. Proches parents salariés et/ou possédant des intérêts financiers dans toute structure, dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France**

*Les personnes concernées sont :*

- le conjoint [époux (se) ou concubin(e) ou pacsé(e)], parents (père et mère) et enfants de ce dernier
- les enfants
- les parents (père et mère)

*Cette rubrique doit être renseignée si le déclarant a connaissance des activités de ses proches parents.*

**Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique**

## **6. Autres liens d'intérêts que vous considérez devoir être portés à la connaissance de Santé publique France**

*Si besoin, au vu des précisions apportées par l'organisme au présent document-type.*

**Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique**


## 7. Si vous n'avez renseigné aucun item après le 1, cochez la case et signez en dernière page

Je n'ai renseigné aucun item après la section 1.

Article L. 1454-2 du code de la santé publique

« Est puni de 30 000 euros d'amende le fait pour les personnes mentionnées aux I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L. 1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration ».

Fait à Saint-Maurice  
Le 28/02/2017



*Signature obligatoire*  
(mention non rendue publique)

Les informations recueillies seront informatisées et votre déclaration (à l'exception des informations relatives aux montants déclarés et à l'identité des proches) sera publiée sur le site internet de Santé publique France. Santé publique France est responsable du traitement ayant pour finalité la prévention des conflits d'intérêts en confrontant les liens déclarés aux objectifs de la mission envisagée au sein de Santé publique France.

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un méil à l'adresse suivante : [dpi-support@santepubliquefrance.fr](mailto:dpi-support@santepubliquefrance.fr)